

BULL'INFO

« Plus qu'une revue de presse!... »

de la Coalition solidarité santé

www.cssante.com www.facebook.com/CoalitionSolidariteSante <https://twitter.com/cssante>



Édition du 29 novembre 2015

Abonnez-vous : [cliquez ici!](#)

LA BONNE MOUCHE

Pendant que le ministre Carlos Leitao faisait sa mise à jour économique, presque au même moment, les regroupements provinciaux d'organismes communautaires recevaient une lettre signée par le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques, M. Jean-Marc Fournier, et s'adressant au Commissaire au lobbying.

Dans cette lettre, qui réfère au PL 56 sur la transparence en matière de lobbying qu'il a déposé en juin dernier, le ministre se dit « particulièrement sensible à la complexité des dispositions, à la capacité des petits organismes à répondre correctement aux exigences proposées, de même qu'à l'atteinte alléguée à la participation citoyenne et à la vie démocratique. »

Il écrit souhaiter que le Commissaire puisse « échanger avec les représentants des divers OBNL pour bien saisir les difficultés qu'ils identifient et être en mesure de formuler des pistes de solutions qui pourront être présentées dans une étude exhaustive que nous vous demandons de réaliser. [...] Suivant la réception de cette étude que j'entends déposer à l'Assemblée nationale, nous serons en mesure de proposer à l'opposition d'entreprendre les consultations sur le PL 56... »

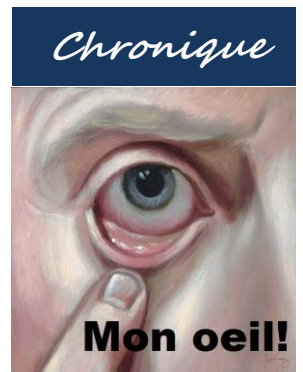
Que doit-on penser de cette lettre et de ce geste du ministre?

D'entrée de jeu, j'avoue avoir de la difficulté à croire à la « sensibilité » du ministre telle qu'exprimée dans sa lettre. Ayant participé à la rencontre du printemps dernier à son bureau avec d'autres représentant.e.s d'organismes, où nous lui avons fait part des mêmes doléances, des mêmes arguments que ceux qui lui ont été exprimés dans les dernières semaines, il n'avait manifesté ni « sensibilité », ni « compassion », ni « compréhension », ni « (inscrire ici le synonyme de votre choix) », mais plutôt une grande détermination à aller de l'avant peu importe la solidité nos arguments et l'illogique absurdité de son intention annoncée.

S'il y avait lieu de reculer, selon moi, c'était là, à la suite de cette rencontre. Il ne l'a pas fait. Alors quoi, que s'est-il passé pour que maintenant il « recule »?

Je crois qu'il s'est passé deux choses.

Un : la campagne menée par les organismes et leurs regroupements a sûrement eu des répercussions auprès des députés du PLQ. Ceux-ci sont bien conscients que les groupes ne sont pas des "lobbyistes" comme les pharmaceutiques, les banquiers, les pétrolières, etc. Alors, que peut-il leur répondre, quand ils l'interpellent en caucus ou individuellement?



Rien d'autre que ce qu'il nous a déjà dit au printemps: "C'est pas moi, c'est le Commissaire!" Il ne peut pas leur avouer ouvertement que son objectif est de décupler les rapports inutiles de milliers d'OSBL pour mieux cacher les rapports des vrais lobbyistes. Trop d'informations, c'est comme pas assez : ça noie le poisson!

Mais surtout, il ne veut pas attirer l'attention sur les exclusions que contient le PL 56 et leur rôle dans le plan de marchandisation de nos services publics et la vente à rabais de nos richesses du Grand Nord par le gouvernement.

C'est peut-être la deuxième chose qui s'est passée.

Le Journal de Québec du 8 octobre nous apprenait que les établissements de santé étaient désormais visés par la loi sur le lobbyisme, et que le budget sur lequel ils pouvaient auparavant agir sans obligation de rapport représentait 17 milliards de \$. Ayant contacté la journaliste pour lui faire part des exclusions du PL 56, celle-ci récidivait le 25 octobre pour expliquer que leur inclusion comme lobbyistes allait être de courte durée puisque le PL 56 allait les exclure. Mieux encore, la journaliste Johanne Roy s'était fait répondre par l'attachée du ministre que l'exclusion était due au fait que le Commissaire n'avait pas réclamé que les établissements de santé et d'éducation soient couverts... ce qui, entre vous et moi, n'est pas un argument qui tient sérieusement la route. En commission parlementaire, ça pourrait même faire mal au gouvernement!

Or, ces exclusions sont absolument nécessaires suivant le plan de "repositionnement de l'État", dans l'ouverture de nos services publics aux « vraies affaires », dans la sous-traitance et la privatisation de nos services publics de Santé et d'Éducation.

Tenant compte de cela, ce recul du ministre m'apparaît des plus stratégique.

Le ministre doit s'assurer que son PL tient la route, qu'il ne prête pas trop le flanc à la critique : il doit être défendable, et ne pas créer de situation pouvant dégénérer en scandale. Surtout dans un contexte où l'opinion publique semble de plus en plus rejeter l'austérité malade de son gouvernement.

Il doit gagner du temps pour trouver la bonne parade, la bonne justification à donner dans l'opinion publique et auprès de son caucus pour exclure les établissements de santé, d'Éducation et les habitants des territoires visés par le Plan Nord. Il doit même attendre le bon moment.

Cela pourrait-il déboucher sur une exclusion partielle ou totale des organismes communautaires du PL? Ça me semble possible, surtout si cela peut aider à justifier l'exclusion d'autres acteurs. Mais alors la formulation sera importante, tout comme le moment choisi pour présenter le tout.

Encore une fois, la parabole de la pêche au saumon du premier ministre Couillard fera oeuvre.

Le ministre Fournier cherche la bonne mouche.

Allons-nous nous ferrer nous-mêmes, seuls?...

Jacques Benoit
Coordonnateur

NOTE :

La Banque mondiale est une organisation dont les actionnaires sont ses 188 pays membres, représentés en général par les ministres des Finances ou du Développement. En 1997, la Banque mondiale publiait un rapport sur le développement dans le monde intitulé "L'État dans un monde en mutation". Ce rapport rendait compte des transformations de l'État dans ses pays membres, des transformations qui allaient dans le sens d'ouvrir au marché les services publics, de libéraliser les marchés publics.

Le rapport faisait état des moyens utilisés pour ouvrir les services publics au marché. On peut regrouper ces moyens sous 6 stratégies: LE DÉFAUT DE RESSOURCES, LA DÉCENTRALISATION-RÉGIONALISATION, LA DÉRÈGLEMENTATION, LA TARIFICATION, LA COMMUNAUTARISATION ET LA PRIVATISATION.

L'action du gouvernement Couillard se rattache aussi à ces 6 stratégies. Le classement de la revue de presse qui suit veut rendre compte de cette réalité.

DÉCENTRALISATION/RÉGIONALISATION :

Loi 10 modifiant le système de Santé et de Services Sociaux (et ses effets)

LE MINISTRE LESSARD SE DIT À L'ÉCOUTE - Les défenseurs du centre hospitalier de Thetford Mines trouveront vraisemblablement un allié en la personne du député-ministre Laurent Lessard. Ce dernier a assuré que sa porte était toujours ouverte et qu'il ne veut pas de mauvaises surprises dans le vent de changement occasionné par la réforme de la loi 10...

DISCUSSIONS EN COURS POUR RAMENER LE SERVICE D'OPHTALMOLOGIE À L'HÔPITAL DE MATANE - Le Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) du Bas-Saint-Laurent souhaite ramener le service d'ophtalmologie à l'hôpital de Matane...

COUPES AU CISSO: LES SERVICES TOUJOURS À L'ABRI - À quatre mois de la fin de l'année financière au Centre intégré de santé et de services sociaux de l'Outaouais (CISSO), le pdg Jean Hébert persiste et signe: malgré des compressions supplémentaires anticipées de 20 millions \$ et un déficit prévu qui avoisinera les 8,6 millions \$, les services aux usagers ne seront pas touchés...

LE CISS DES ÎLES-DE-LA-MADELEINE A BESOIN DE CHIRURGIENS - Le service de chirurgie ne repose que sur un seul chirurgien au Centre intégré de santé et de services sociaux (CISSS) des Îles-de-la-Madeleine, alors qu'ils sont au moins deux habituellement. L'établissement fera appel à la banque de dépannage de la Fédération des médecins spécialistes du Québec (FMSQ) au minimum jusqu'en novembre 2016 pour combler ses besoins...

TARIFICATION :

ÉLECTRICITÉ: LA HAUSSE SERA PLUS FORTE QUE PRÉVU EN 2016 - Une hausse des tarifs d'électricité de 2,9% plutôt que celle de 1,9% demandée par Hydro-Québec, attend les ménages québécois à partir du 1er avril...

Loi 20 sur l'accès à un médecin de famille et à un spécialiste, et sur la procréation assistée:

CE QUE M. BARRETTE NE VOUS DIT PAS - Depuis la sortie du projet de loi 20 en novembre 2014 jusqu'à son adoption le 11 novembre dernier, l'image des médecins en a pris pour son rhume...

BARRETTE VEUT QUE LES MÉDECINS LÂCHENT LE BOULEVARD LAURIER - Le ministre de la Santé, Gaétan Barrette, croit pouvoir regarnir la couronne nord de Québec de médecins grâce à une distribution géographique des effectifs «qui va se faire dès maintenant en fonction des besoins de la population»...

MÉDECINS EN RENFORT DANS LES SECTEURS EN PÉNURIE: LE MINISTRE GAÉTAN BARRETTE MET EN PLACE DES MESURES INÉDITES - «La clinique médicale de Neufchâtel doit rester ouverte», affirme le ministre Gaéтан Barrette, qui met en place des mesures inédites afin de redistribuer les médecins de famille là les besoins se font sentir, comme c'est le cas sur le territoire nord de Québec...

Frais accessoires :

PÉTITIONS CONTRE LES FRAIS ACCESSOIRES À L'ASSEMBLÉE NATIONALE - Deux pétitions totalisant plus de 10 500 signatures réclamant l'abolition des frais accessoires ont été déposées jeudi à l'Assemblée nationale...

DES FRAIS DE MOINS EN MOINS ACCESSOIRES - Le ministre de la Santé, Gaéтан Barrette, a indiqué récemment qu'il entend se servir de la loi 20 pour encadrer les frais accessoires que peuvent facturer les médecins en cabinet privé ou en clinique à leurs patients. Un geste aussitôt dénoncé par les associations et les syndicats qui militent pour le maintien du régime public de santé...

Rémunération des médecins :

RAPPORT DE LA VÉRIFICATRICE GÉNÉRALE: DES ERREURS DE 800 M\$ AU BÉNÉFICE DES MÉDECINS - Les médecins pourraient avoir jusqu'à 800 M\$ de plus dans leurs poches grâce à de coûteuses erreurs de calcul du ministère de la Santé, nous apprend le rapport de la vérificatrice générale...

LA RAMQ NE CONTRÔLE PAS CE QU'ELLE PAIE AUX MÉDECINS, DIT LA VG - La Régie de l'assurance maladie du Québec n'exerce pas de contrôles suffisants sur les sommes facturées par les médecins, dénonce la Vérificatrice générale dans son rapport déposé vendredi à l'Assemblée nationale...

RÉMUNÉRATION DES MÉDECINS : QUÉBEC A PERDU LE CONTRÔLE, SELON LA VÉRIFICATRICE - Québec a perdu le contrôle des coûts reliés à la rémunération des médecins, note la vérificatrice générale du Québec dans un rapport rendu public vendredi...

RÉMUNÉRATION DES MÉDECINS : UN BUFFET CHINOIS DE FONDS PUBLICS - La rémunération des médecins est complètement hors de contrôle. C'est ce que révélait le rapport de la vérificatrice générale du Québec aujourd'hui. En fait, depuis quelques années, c'est un peu comme si on avait convié les médecins à un buffet chinois de fonds publics All you can eat !...

CETTE PILULE-LÀ NE PASSE PAS - Si les faméuses augmentations de revenus accordées aux médecins vous sont restées en travers de la gorge, ne lisez pas ce qui suit. Pour faire passer la pilule, Québec avait promis qu'une partie de l'argent serait versée sous forme d'incitatifs visant à améliorer l'accès. Sauf qu'il ne s'est jamais donné les moyens de vérifier si ces millions amélioreraient le sort des patients, confirme le Vérificateur général...

Désassurance :

CINQ MILLIARDS DÉPENSÉS DANS LE NOIR - Au Québec, pour tous les soins offerts dans le système public, un seul organisme paie les services médicaux. Tous les services médicaux, de tous les médecins, pour tous les patients, depuis plus de 40 ans. Cela constitue une base de données d'une incroyable richesse pour comprendre comment la manière dont sont payés les soins influence les pratiques cliniques et ultimement les soins reçus par la population. C'est une mine d'or potentielle pour les ordres professionnels, les chercheurs ou les journalistes. Mais dans les faits, l'exploitation du potentiel d'information que constituent ces données pour mieux comprendre, décider et intervenir est presque impossible...

DÉRÈGLEMENTATION :

PL 56 sur le lobbyisme :

PROJET DE LOI NO 56 : LOI SUR LA TRANSPARENCE ET LE LOBBYISME - LE GOUVERNEMENT DEMANDE AU COMMISSAIRE AU LOBBYISME UNE ÉTUDE EXHAUSTIVE SUR L'ASSUJETTISSEMENT DES ORGANISMES À BUT NON LUCRATIF - Sensible aux préoccupations soulevées par les organismes à but non lucratif (OBNL), le ministre responsable de l'Accès à l'information et de la Réforme des institutions démocratiques, monsieur Jean-Marc Fournier, demande au Commissaire au lobbyisme de réaliser une étude exhaustive sur sa proposition d'élargir la portée de la Loi, pour les y assujettir...

LETTRE DU MINISTRE FOURNIER...

PROJET DE LOI 56 : LETTRE DU MINISTRE JEAN-MARC FOURNIER AU COMMISSAIRE AU LOBBYISME DU QUÉBEC - LE MINISTRE COMMENCE À RECONNAÎTRE LA VALEUR DES ARGUMENTS DES OSBL - Une lettre signée par le ministre Jean-Marc Fournier, et adressée au Commissaire au lobbyisme du Québec a été déposée ce matin à l'Assemblée nationale. Elle informait du report de la consultation sur le projet de loi 56, sur le lobbyisme, et demandait au Commissaire de réaliser une étude sur les conséquences de l'assujettissement des organismes sans but lucratif (OSBL) à une telle loi. Les raisons invoquées sont révélatrices de la force des arguments des OSBL contre leur assujettissement à cette Loi...

PPP :

CUSM: DES FONDS PUBLICS DESTINÉS AUX PATIENTS POUR PAYER UN DÉFICIT - Aux prises avec une importante dette immobilière, le Centre universitaire de santé McGill (CUSM) a utilisé 5,3 millions de dollars en fonds publics destinés aux soins des patients pour se libérer de son déficit, selon The Gazette...

PRIVATISATION (sous-traitance et services privés) :

RÉSIDENCES PRIVÉES : DU «CHEAP LABOUR» POUR PRENDRE SOIN DES ÂÎNÉS - Il y a eu recrudescence des résidences privées destinées aux aînés au cours des dernières années au Québec ; un phénomène qui s'accroît dans le cadre du vieillissement de la population. Le personnel qui s'active en ces lieux gagne le plus souvent des salaires de misère, ce à quoi le Syndicat québécois des employées et employés de service (SQEES-218/FTQ) tente de remédier...

LE CENTRE DE SANTÉ DU SOMMET OUVRIRA SES PORTES EN JANVIER - Le complexe médical Centre de santé du Sommet ouvrira ses portes en janvier prochain à l'angle de la rue King Est et de la 20^e avenue à Sherbrooke. Le projet a nécessité un investissement de 5 millions de dollars et regroupera plusieurs services médicaux...

DES ORGANISMES ACCUSENT QUÉBEC DE PRIVATISER EN DOUCE LES SOINS DE LONGUE DURÉE - Un regroupement d'organismes accuse le gouvernement du Québec de procéder en douce à la privatisation d'une part importante des soins de longue durée aux aînés et d'en affaiblir les normes en permettant aux résidences privées pour aînés d'offrir des soins plus poussés tout en échappant à l'encadrement requis...

LA FADOQ CRAINT UNE PRIVATISATION DES SOINS - Accusé de vouloir offrir des services de santé aux personnes âgées dans les résidences privées sans l'encadrement légal nécessaire pour protéger la population, le cabinet du ministre de la Santé se défend de vouloir étendre le modèle CHSLD aux résidences privées qui accueillent des personnes âgées autonomes ou semi-autonomes...

DES EMPLOYÉS INSATISFAITS MANIFESTENT - Des employés insatisfaits ont manifesté devant la Résidence Marquis de Tracy I du groupe Chartwell, le 20 novembre, dénonçant comment l'employeur décide unilatéralement des conditions de travail des nouvelles infirmières auxiliaires embauchées récemment. Un titre d'emploi non prévu dans la convention...

DÉFAUT DE RESSOURCES :

PAS DE BUDGET POUR OPÉRER: UN HÔPITAL EST FORCÉ DE REPORTER DES CHIRURGIES À CAUSE DES COMPRESSIONS -

Faute de budget, l'Hôpital général juif de Montréal a dû annuler et reporter aux prochaines années des chirurgies hyperspécialisées pour traiter des hommes souffrant d'incontinence sévère à la suite d'un cancer de la prostate. Révolté, le médecin qui procède à ces opérations a envoyé une lettre à tous ses patients, les incitant à se plaindre...

PÉNURIE DE PSYCHIATRES ET PÉDOPSYCHIATRES: L'AMPQ NE « FAIT QUE COMBLER LES DÉPARTS À LA RETRAITE » ET RESTE CRAINTIVE FACE À L'AVENIR -

Amorcée depuis un moment déjà, la pénurie de main-d'œuvre en psychiatrie et pédopsychiatrie est loin de s'apaiser, mettant en situation de crainte l'Association des médecins psychiatres du Québec, qui parvient tout juste à combler les départs à la retraite...

LES MINISTRES DES FINANCES PROVINCIAUX SE PRÉPARENT À DISCUTER AVEC OTTAWA -

Alors que le premier ministre Justin Trudeau s'apprête à rencontrer ses homologues provinciaux et territoriaux lundi afin de discuter des changements climatiques et de l'accueil des réfugiés syriens, les ministres des Finances des provinces et territoires sont déjà en train de préparer leur propre ordre du jour en prévision de leurs prochains pourparlers avec le gouvernement fédéral...

CRISE EN SANTÉ PUBLIQUE: DIFFICILE TRANSITION À MONTRÉAL -

Le départ forcé de 60 personnes au sein de l'équipe de direction de santé publique de Montréal fait mal à l'organisation, non seulement en termes de quantité de services offerts, mais également sur le moral des troupes...

UN POSTE DE PHARMACIEN D'HÔPITAUX SUR CINQ NE SERAIT PAS POURVU EN ABITIBI-TÉMISCAMINGUE -

Un poste de pharmacien d'hôpitaux sur cinq n'est pas occupé en Abitibi-Témiscamingue, selon l'Association des pharmaciens d'hôpitaux des établissements de santé du Québec. Son président, François Paradis, était de passage à Rouyn-Noranda pour discuter de cette question avec ses membres...

DÉFICIT EN 2014-2015 : PLUS D'UN MILLIARD DE MOINS QUE PRÉVU -

Radio-Canada a appris que le déficit budgétaire au Québec en 2014-2015 s'élève à 1,14 milliard de dollars, soit 1,21 milliard de moins que prévu dans le dernier budget. Ce nouveau solde budgétaire sera dévoilé jeudi au dépôt du rapport du vérificateur général du Québec...

MISE À JOUR ÉCONOMIQUE: L'IMPACT DES COMPRESSIONS -

Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement libéral a entrepris de redresser les finances publiques avec l'objectif annoncé de ne pas toucher aux services directs à la population. Mais rapidement, les effets du rouleau compresseur se sont fait sentir et...

MISE À JOUR ÉCONOMIQUE: AUSTÉRITÉ OU RIGUEUR BUDGÉTAIRE ? -

L'utilisation du mot « austérité » est devenue un tel irritant pour le gouvernement libéral que le ministre Martin Coiteux a accepté d'accorder une entrevue à La Presse à la condition que sa position soit exposée dans un texte distinct de celui qui qualifierait d'austérité les compressions budgétaires. La Presse a maintenu son intention de présenter les deux côtés de la même médaille dans un seul et même texte ; le président du Conseil du trésor a donc décliné la proposition...

MISE À JOUR ÉCONOMIQUE: LE RÉSEAU DE LA SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX ÉCOPE -

Les établissements de santé et de services sociaux ont à peu près tous écopé de compressions, qui se sont traduites de façon très diverse sur le terrain : coupes de postes, fermeture d'établissements, tâches plus lourdes pour les employés, déplacement des services vers les organismes communautaires...

MISE À JOUR ÉCONOMIQUE: DES PERTES D'EMPLOI TOUCHENT LE MONDE MUNICIPAL -

Des pertes d'emploi et encore des pertes d'emploi. C'est ainsi que l'on pourrait résumer les conséquences des compressions gouvernementales qui touchent le monde municipal, mais également les secteurs des transports et du rayonnement de la culture en région...

MISE À JOUR DU MINISTRE LEITAO - conférence de presse à l'Assemblée nationale

MISE À JOUR ÉCONOMIQUE: QUÉBEC RÉINVESTIRA EN ÉDUCATION - Québec révisé à la baisse ses prévisions de surplus pour cette année et les prochaines années. En raison d'une croissance économique moins forte et d'un investissement de 100 millions de dollars supplémentaires sur 2 ans en éducation, le surplus projeté pour 2015-16 passe de 1,6 à 1,5 milliard de dollars avant le versement au Fonds des générations...

QUÉBEC AFFIRME ÊTRE SUR LA BONNE VOIE D'ATTEINDRE LE DÉFICIT ZÉRO EN 2016 - Québec réaffirme être sur la voie de rétablir l'équilibre des finances publiques dans l'année qui vient, après six ans de déficits. Malgré cela, il ne faut pas croire que les contribuables sont à l'abri de nouvelles hausses de taxes. Il n'y en a aucune pour l'instant, mais rien n'est exclu d'ici la fin du mandat...

LE QUÉBEC A ÉLIMINÉ SON DÉFICIT L'AN DERNIER - Le Québec a éliminé son déficit dès l'an dernier et dégagé un surplus de 136 millions \$ avant le versement au Fonds des générations grâce à des compressions budgétaires plus importantes que prévu...

MISE À JOUR ÉCONOMIQUE : MAQUILLER 1,5 G\$ DE SURPLUS - Hier après-midi, le ministre des Finances du Québec a dévoilé sa mise à jour économique sur l'état des finances publiques. Comme il fallait s'y attendre, elle ne comprend aucune grande annonce...

MISE À JOUR ÉCONOMIQUE DU MINISTRE LEITAO - UNE JUSTIFICATION DES POLITIQUES D'AUSTÉRITÉ, DÉNONCE LA CSN - La Confédération des syndicats nationaux (CSN) considère que la nouvelle mise à jour économique confirme que le gouvernement du Québec a tenté de nous faire peur depuis plusieurs mois en brandissant des chiffres de déficit alarmants sans fondement. Le déficit de 1,1 milliard de dollars est deux fois moins important que ce qui avait été prévu initialement...

COUPES DE 120 MILLIONS \$: LES CPE EN COLÈRE - Les directions des Centres de la petite enfance (CPE) de la région affirment ne pas avoir les marges de manoeuvre nécessaires pour faire face aux nouvelles coupes de 120 millions \$ envisagées par Québec. Elles sont également unanimes sur le fait qu'elles ne veulent sous aucune considération réduire les services offerts aux enfants...

GARDERIES: COUILLARD JUSTIFIE LA RÉFORME DU FINANCEMENT - Le gouvernement Couillard justifie la réforme du financement des centres de la petite enfance (CPE) et des garderies privées subventionnées qui, selon les acteurs du réseau, entraînera d'importantes mises à pied...

COUPES DANS LES CPE : LES DÉPUTÉS DOIVENT PRENDRE POSITION - J'ai de la difficulté à imaginer que vous êtes tous d'accord avec les coupes de 120 millions \$ anticipées dans les services de garde. Ça devient de la folie tout ça. Très honnêtement, il m'apparaît très risqué d'aller jouer là-dedans. C'est l'ensemble du réseau que vous risquez de bousiller. Le problème de manque d'argent de l'État n'est pas là. Ce n'est pas le bon endroit à couper. (...)...

NOS ENFANTS, Y CROYEZ-VOUS ? - La question n'est pas de savoir combien coûte la petite enfance, mais ce qu'on est prêt à y consacrer collectivement. Or, on a l'impression qu'aux yeux du gouvernement, la petite enfance se limite à une colonne de chiffres, celle des dépenses...

VOTRE BÉBÉ OU BOMBARDIER - Il y a quelque chose de difficile à avaler dans cette décision de Québec de couper 120 millions dans le financement des garderies, alors qu'on digère à peine celle que ce même gouvernement a prise à la fin d'octobre d'injecter 1 milliard de dollars de secours chez Bombardier...

vingt ans plus tard, le Québec est toujours en quête du déficit zéro: en 1996, le gouvernement de Lucien Bouchard engageait les Québécois dans un exercice devant conduire au redressement des

FINANCES PUBLIQUES - Deux décennies après avoir lancé un grand sommet économique et social devant mener à l'atteinte du déficit zéro, l'ancien premier ministre Lucien Bouchard refuse de lancer la pierre au gouvernement libéral de Philippe Couillard, engagé dans un exercice semblable. Avec l'actuelle méfiance de la population à l'égard des politiciens, il est difficile d'arriver à des consensus, déplore-t-il...

Les vraies affaires :

PETITE GOUVERNANCE ENTRE AMIS - Si je vous dis « élite économique québécoise », à qui pensez-vous? PKP? La famille Desmarais? Peut-être Michael Sabia? Les noms de Robert Chevrier, d'André Bérard ou de Michel Labonté n'ont probablement jamais traversé votre esprit. Normal : vous ne les connaissez pas...

RAPPORT DE LA COMMISSION CHARBONNEAU: UN PROBLÈME «BEAUCOUP PLUS ÉTENDU ET ENRACINÉ QU'ON POUVAIT LE PENSER» - En octobre 2011, le gouvernement créait la Commission et lui confiait le mandat d'examiner l'existence de stratagèmes et, le cas échéant, de dresser un portrait de ceux qui impliqueraient de possibles activités de collusion et de corruption dans l'octroi et la gestion de contrats publics dans l'industrie de la construction et des liens possibles avec le financement des partis politiques. Il lui demandait aussi de dresser un portrait de possibles activités d'infiltration de l'industrie de la construction par le crime organisé et, enfin, d'examiner des pistes de solution et de faire des recommandations en vue d'établir des mesures permettant de déceler, d'enrayer et de prévenir ces stratagèmes et ces activités d'infiltration...

UN LIEN « CLAIR » EXISTAIT ENTRE FINANCEMENT POLITIQUE ET OBTENTION DE CONTRATS, ASSURE ZAMBITO - L'ancien entrepreneur en construction et ancien président d'Infrabec Lino Zambito, témoin vedette de la commission Charbonneau, voit d'un bon œil les conclusions du rapport dévoilé mardi, mais il aurait aimé en savoir plus sur le financement des partis politiques...

UN MILLION PAR EMPLOYÉ DE BOMBARDIER - Ne jouons pas à l'autruche. Le sauvetage de Bombardier nous coûte collectivement excessivement cher. L'investissement de 1,3 milliard \$ du gouvernement Couillard dans la survie du CSeries permet de sauver 1700 emplois au Québec. Ce qui revient à 764 706 \$ par tête d'employé québécois...

Je me souviens...

BOMBARDIER: PLUS DE 17 MILLIONS US POUR LES HAUTS DIRIGEANTS EN 2014 - La rémunération des plus hauts dirigeants de Bombardier (T.BBD.B) a totalisé plus de 17 millions de dollars US en 2014, soit l'équivalent de 18,9 millions CA après conversion au taux inscrit dans ses états financiers, qui sont produits en dollars américains...

LES SECRETS DE BOMBARDIER AU LUXEMBOURG - Une nouvelle fuite de documents secrets révèle les stratégies fiscales de plusieurs multinationales, dont Bombardier. Selon des informations obtenues par Enquête, Bombardier a fait transiter légalement des centaines de millions de dollars par le Luxembourg, un paradis fiscal en pleine controverse...

COMMENT LE DÉMANTÈLEMENT DU RÉSEAU DES CLD AFFECTERA LE DÉVELOPPEMENT TOURISTIQUE PROCHAINEMENT? - Marie-Andrée AlarieC'est dans la foulée des annonces faites par Mme Dominique Vien, ministre du Tourisme, lors des Assises du tourisme 2015 ainsi que ma participation, à titre de panéliste, au Congrès annuel de la SATQ dont la thématique était liée au développement touristique, soit « croissance, performance et entrepreneuriat », que j'écris cet article. En effet, l'annonce de la création d'une agence de marketing indépendante du ministère du Tourisme et l'appui massif qu'a reçu cette initiative longtemps réclamée par l'industrie sont une bonne nouvelle en soi...

GUIDE DE DESTRUCTION DU RÉSEAU PUBLIC DE SERVICES DE GARDE - Détruire les CPE pour les nulsVous voulez savoir comment vous y prendre pour détruire un réseau de services de garde public qui fait la fierté des québécoises et des

québécois et l'envie de nos voisins? Si le gouvernement libéral persiste dans sa volonté d'imposer des compressions en petite enfance, on pourra bientôt rédiger un guide pratique qui pourrait se lire ainsi...

Discours dominant :

PRIVÉ VS PUBLIC : LES AUGMENTATIONS SALARIALES SOUS LA LOUPE - Le CPQ (Conseil du patronat du Québec) publiait, à la fin du mois de septembre dernier, ses prévisions salariales de 2016. Basés sur les études de plusieurs firmes de consultation en ressources humaines reconnues, les chiffres indiquent que les employeurs du Québec prévoient accorder une augmentation salariale moyenne de 2,6 % en 2016, un taux légèrement inférieur à celui de 2015 (2,8 %)...

GÉRER LA SANTÉ COMME UNE BUSINESS? - Supposons que vous ayez une usine qui fabrique un produit quelconque. Votre usine existe depuis un siècle. Certains de ses ateliers sont ultramodernes, tandis que d'autres ont pris tellement d'âge que leur exploitation est très coûteuse et leur mise à niveau coûterait une fortune...

LES CPE LES MOINS COÛTEUX SERVIRONT DE BARÈME POUR LES SUBVENTIONS - La ministre de la Famille, Francine Charbonneau, envisage de réduire les montants versés aux CPE et aux garderies privées subventionnées en s'alignant sur les moins coûteux d'entre eux, a appris Le Soleil...

DU DÉSERT À LA TOUNDRA - À l'époque où il était ministre des Finances, Bernard Landry évoquait poétiquement ces « vallées verdoyantes » qui attendaient les Québécois après la traversée du désert du déficit. Cette fois-ci, il semble qu'ils vont plutôt se retrouver dans la...

Résistance et riposte :

MOBILISATION SYNDICALE, MAIS D'ABORD CITOYENNE - Depuis les dernières semaines, on a vu les syndiqués du secteur public descendre dans la rue. On se mobilise pour défendre des conditions de travail, mais aussi pour défendre quelque chose comme la société québécoise telle qu'on la connaît...

RÉPONDRE À LA PROVOCATION GOUVERNEMENTALE - De toute évidence, Martin Coiteux ne donne pas l'impression d'être très intéressé à négocier avec les travailleuses et travailleurs du secteur public. Malgré le fait que le Front commun a réduit de façon significative sa demande salariale pour qu'elle se situe entre 9 et 10,5 % sur trois ans au lieu de 13,5 % sur trois ans, il me paraît évident que le président du Conseil du trésor avait déjà écrit son discours avant même de rencontrer le Front commun...

UNE MAJORITÉ DES QUÉBÉCOIS DÉSAPROUVE LES MESURES D'AUSTÉRITÉ - Une majorité de Québécois est en désaccord avec les mesures d'austérité imposées par le gouvernement Couillard...

AUSTÉRITÉ LIBÉRALE: L'IMPATIENCE POPULAIRE - Le gouvernement Couillard devrait méditer sur ce que le premier ministre lui-même a déjà constaté lorsqu'il était chef du Parti libéral du Québec, dans l'opposition : « Les Québécois n'aiment pas la chicane. » Aucune surprise, donc, qu'ils n'apprécient pas du tout la manière dont se déroulent actuellement les négociations du secteur public, et leurs répercussions concrètes...

UN SYNDICAT APPROUVE LA «DÉSŒBÉISSANCE CIVILE» - Alors que les négociations publiques semblent piétiner depuis des semaines, le plus gros syndicat d'enseignants au cégep et de chargés de cours universitaires vient de donner un premier feu vert au non-respect d'une éventuelle loi spéciale par ses membres, a appris La Presse...

LES CPE LANCENT UNE PÉTITION CONTRE LES COMPRESSIONS - L'Association québécoise des centres de la petite enfance (AQCPE) lance mardi une pétition dans l'espoir de faire annuler les compressions dans le réseau des garderies subventionnées...

PÉTITION : RÉINVESTISSEMENT DANS LES SERVICES DE GARDE ÉDUCATIFS DE QUALITÉ...

COUPURES ET MODULATION DES TARIFS : LES CPE EN MODE OFFENSIF - Pétition, rassemblements et vaste campagne de sensibilisation, les CPE lancent une vaste offensive pour rallier la communauté et espérer sauver le réseau...

LES SYNDICATS DU SECTEUR PUBLIC ANALYSENT LEURS STRATÉGIES - Leur dernière contre-proposition ayant été rejetée du revers de la main par le président du Conseil du trésor, Martin Coiteux, les 400 000 employés de l'État sont en train d'évaluer leurs prochaines stratégies et de déterminer quelle sera la suite des choses...

LOI SPÉCIALE: PAS DE PRÉCIPITATION - Pour Philippe Couillard, une loi spéciale est la pire des solutions pour conclure les négociations dans le secteur public. Avec un sondage qui indique qu'une majorité de répondants (64 %) estiment que le gouvernement gère mal les présentes négociations et qu'ils appuient davantage les syndicats (51 %) que l'État-employeur (28 %), les libéraux ont en effet intérêt à bonifier leurs offres et à résister à la tentation d'imposer leur vue par voie législative pour clore le dossier avant Noël...

POURQUOI LE GOUVERNEMENT DU QUÉBEC REFUSE D'AUGMENTER SON OFFRE SALARIALE - Depuis un an, le gouvernement maintient fermement son offre d'augmentation salariale de 3% sur 5 ans qu'il a faite au Front commun syndical. Alors qu'on apprenait récemment qu'il avait cédé à la pression en annulant plusieurs de ses demandes non-salariales, il semble tenir mordicus à sa proposition salariale. La position du gouvernement s'explique probablement en grande partie par les nombreux groupes qui bénéficieront des augmentations salariales des employé-e-s du secteur public...

LES CENTRES D'ÉDUCATION POPULAIRE DE MONTRÉAL VONT SURVIVRE, MAIS QUI VA PAYER? - Trois ministères du gouvernement Couillard ainsi que la Commission scolaire de Montréal, l'organisme Centraide et la ville de Montréal discutent de l'avenir des centres d'éducation populaire. Tous s'entendent pour dire qu'ils doivent survivre, mais personne ne s'est encore engagé financièrement...

LA COALITION MAIN ROUGE S'ARRÊTE À JOLIETTE CONTRE L'AUSTÉRITÉ - La Coalition opposée à la tarification et à la privatisation des services publics (Main rouge) s'arrêtera à Joliette le 26 novembre prochain pour y présenter une conférence publique sous le thème de «L'austérité n'est pas une fatalité»...

NÉGOCIATIONS DANS LE SECTEUR PUBLIC : LE DISCOURS LIBÉRAL DE LA DROITE S'ÉPUISE - Dans sa chronique « société », Gabriel Nadeau-Dubois revient sur les négociations dans le secteur public. Il remarque qu'elles reçoivent un appui de la population, qui est en train de se ranger derrière le mouvement syndical. « Ça surprend et ça vient affaiblir la rhétorique libérale classique. » [...] Les gens commencent à voir les limites du discours de la droite, qui disait du mal des travailleurs du secteur public. » Cependant, il ne pense pas que le gouvernement va aller jusqu'à adopter une loi spéciale. « Ce serait un aveu d'échec pour Martin Coiteux », croit le chroniqueur...

NOURRIR LE MONDE - Cet automne, au Québec, des gens se battent pour préserver non seulement des écoles, mais aussi des soins de santé et des services publics, ainsi qu'un vaste et précieux milieu communautaire, toutes ces institutions que nous nous sommes données pour nous entraider, et pour former ensemble une société plus forte, plus saine. Je ne suis pas gréviste cette fois-ci. La grève de cet automne me demande, comme à des milliers de parents, de prendre des congés, de m'occuper d'enfants, d'amener des enfants dans toutes sortes d'endroits où ils ne vont pas souvent (et où j'éprouve un certain plaisir à les voir). Je passe mon automne à planifier des horaires, préparer des activités et des repas, soigner des petites blessures, écouter. C'est aussi ce que j'essaie de faire avec les militant.e.s...

UNE GRANDE MANIFESTATION CONTRE L'AUSTÉRITÉ - Plusieurs milliers de manifestants ont défilé dans les rues de Montréal samedi après-midi pour dénoncer les mesures d'austérité du gouvernement Couillard et réclamer un réinvestissement massif dans les services publics et les programmes sociaux au Québec...

Environnement :

ANTICOSTI : DES RETOMBÉES ÉCONOMIQUES EXAGÉRÉES? - Le Collectif scientifique sur la question du gaz de schiste affirme que le document d'évaluation du gouvernement du Québec des retombées économiques des hydrocarbures de

l'île d'Anticosti comporte une erreur de calcul majeure. Selon les chercheurs du Collectif, les données s'appuient sur un gisement potentiel qui a été compté en double dans la documentation...

57 % DES QUÉBÉCOIS CONTRE ÉNERGIE EST, SELON UN SONDAGE - Une majorité s'oppose à la construction de l'oléoduc Énergie Est. Les Québécois réclament que le gouvernement fédéral de Justin Trudeau suspende le processus d'évaluation du projet de TransCanada, évaluation confiée à l'Office national de l'énergie (ONE)...

LA COMPARAISON DE DAVID SUZUKI SUR LES COMPAGNIES PÉTROLIÈRES ET L'ESCLAVAGE FAIT FRONCER LES SOURCILS

- David Suzuki ne se fera certainement pas d'amis au sein de l'industrie pétrolière. Dans une entrevue à la radio, le militant écologiste a comparé les arguments utilisés par les partisans pro-pétrole qui remettent en doute les changements climatiques aux arguments utilisés par les Sudistes qui s'opposaient à l'abolition de l'esclavage au 19e siècle...

2015 DEVRAIT ÊTRE L'ANNÉE LA PLUS CHAUDE ENREGISTRÉE - L'année 2015 est en passe de devenir la plus chaude jamais enregistrée dans les annales météorologiques, et 2016 pourrait battre un nouveau record en raison d'un épisode El Nino particulièrement fort, a déclaré mercredi l'Organisation météorologique mondiale (OMM)...

CONSULTATION BIDON SUR LES HYDROCARBURES AU QUÉBEC - Forer ou ne pas forer? Là est la question. Ou plutôt, là devrait être la question. Parce que dans les présentes consultations publiques dans le cadre de l'Évaluation environnementale stratégique (ÉES) sur les hydrocarbures au Québec et les forages sur l'île d'Anticosti, on nous demande comment on va exploiter le pétrole et le gaz, pas pourquoi. Vous voulez rire?...

LES BOULEVERSEMENTS CLIMATIQUES MENACENT 700 MILLIONS D'ENFANTS - À quelques jours de l'ouverture du sommet de Paris sur le climat, un nouveau rapport des Nations unies met en lumière les menaces que représentent les bouleversements climatiques pour près de 700 millions d'enfants dans le monde, exposés malgré eux aux impacts de cette crise environnementale grandissante...

SAUVER LE CLIMAT: LE GRAND PARI SOLAIRE DE L'INDE - Marginale, l'énergie solaire ? Allez faire un tour en Inde. Là-bas, le gouvernement veut générer 100 gigawatts d'électricité provenant du soleil d'ici sept ans – c'est 36 fois la puissance de la centrale hydroélectrique québécoise LG4. Le succès – ou non – de ce projet risque d'avoir un impact sur les émissions de gaz à effet de serre de toute la planète. Lumière sur un pari de 100 milliards de dollars américains...

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES APPELLENT UNE OBLIGATION JURIDIQUE - Lettre au premier ministre Justin Trudeau. Votre élection et celle de votre équipe apportent un souffle nouveau et bienvenu pour toute personne au Canada — comme ailleurs dans le monde — préoccupée par la paralysie et la négligence grossière qui ont caractérisé l'action du gouvernement fédéral en matière de changements climatiques au cours des 20 dernières années...

LES CANADIENS NE SENTENT PAS L'URGENCE: À L'AUBE DE LA COP21, UN RAPPORT RÉVÈLE DES TENDANCES CLIMATOSCEPTIQUES - Même si on fait grand cas ces jours-ci des changements climatiques, en prévision de la conférence de Paris, cette crise environnementale planétaire préoccupe relativement peu la population canadienne, qui demeure divisée sur les causes des bouleversements du climat, conclut un rapport universitaire obtenu par Le Devoir. Les citoyens y voient aussi une menace lointaine et ils ne seraient pas prêts à payer la note d'un virage vers les énergies renouvelables...

LE CANADA PERD LA FACE AVANT LE COP21 - Dans un article de La Presse publié ce 22 novembre à 15h16 et intitulé «L'Alberta devrait mettre en vigueur une taxe sur le carbone dès 2017», la première ministre de l'Alberta, Rachel Notley, tente de faire bonne figure juste avant la rencontre internationale sur le climat à Paris...

Conditions de vie et de santé :

NOUVELLE ÉCLOSION DE TUBERCULOSE AU NUNAVIK - Virtuellement disparue de l'Occident, la tuberculose fait un retour en force dans un village du Grand Nord québécois, viennent d'annoncer les autorités locales de la santé, qui ont déclenché un « dépistage de masse » pour tous les habitants...

LES RÉFUGIÉS PLUS VULNÉRABLES AUX PROBLÈMES DE SANTÉ MENTALE - Les réfugiés sont plus vulnérables aux problèmes de santé mentale et présentent souvent de hauts taux de dépression et de consommation abusive, rapportent certains experts canadiens...

LA RETRAITE DES FONCTIONNAIRES EN SANTÉ, VRAIMENT? - Depuis le début des négociations entre Québec et ses fonctionnaires, les syndicats répètent qu'il n'est pas nécessaire de diminuer les retraites puisque leur régime est en excellente santé...

DU DÉFICIT ZÉRO À LA FAIM ZÉRO - On aime bien considérer le Québec comme la société la plus égalitaire en Amérique du Nord. Lorsque les banques alimentaires du Québec et du Canada sortent leur Bilan-Faim, on constate toutefois des trous gênants dans notre filet social et nos politiques...

19 % DES ENFANTS CANADIENS VIVENT DANS LA PAUVRETÉ - Un rapport du regroupement Campagne 2000 révèle que 19 % des enfants canadiens vivent dans la pauvreté, notamment ceux issus de « familles racialisées et d'immigration récente » et de communautés autochtones...

POURQUOI LES EMPLOYÉS DE L'ÉTAT GAGNENT MOINS - L'État ne peut pas fermer ses portes. Une entreprise, si. Cette petite différence change complètement la nature des relations de travail de l'un et de l'autre avec ses employés...

SALAIRES DU SECTEUR PUBLIC: RETARD DE 10 % SUR LE PRIVÉ: LES SALAIRES DU SECTEUR PUBLIC MOINS ÉLEVÉS EN MOYENNE, SELON L'INSTITUT DE LA STATISTIQUE DU QUÉBEC - Les salaires des employés de la fonction publique québécoise, de l'éducation et de la santé sont, en moyenne, 10 % moins élevés que ceux des travailleurs du secteur privé œuvrant dans les grandes entreprises de 200 employés et plus, indique la dernière étude sur la rémunération de l'Institut de la statistique du Québec (ISQ), dévoilée jeudi...

Femmes :

PLUS DE 10 000 FEMMES REFUSÉES DANS LES MAISONS D'HÉBERGEMENT, FAUTE DE PLACE - Plus de 10 000 femmes ont été refusées dans une maison d'hébergement en 2014-2015, faute de place...

DES FEMMES EXIGENT L'ÉGALITÉ ENTRE LES SEXES: UN PREMIER SOMMET DES FEMMES, AUQUEL SONT INVITÉS LES CHEFS DES PARTIS, AURA LIEU EN MARS - Elles sont 75, mais espèrent gagner l'adhésion de milliers d'autres pour convaincre le premier ministre et les chefs des partis de s'engager à faire avancer l'égalité entre les sexes. « Pour passer de la colère au pouvoir », le collectif apolitique derrière le Manifeste pour le droit des femmes lancé vendredi à Montréal annonce la tenue d'un premier Sommet des femmes en mars 2016, 75 ans après l'obtention du droit de vote au Québec...

UNIS CONTRE LES VIOLENCES FAITES AUX FEMMES - Je suis un homme, un syndicaliste, un militant, et la violence envers les femmes me révolte. Le seul fait de savoir qu'en 2011 plus de 170 000 femmes ont été victimes d'un crime violent, que plus de 3000 femmes séjournent quotidiennement dans des maisons d'hébergement, et qu'en une seule année environ 430 000 Canadiennes ont rapporté avoir été agressées sexuellement, me glace le sang...

UN JUGE, UN VIOL ET UN VERTIGE - Le 5 août 2015, Judith Trickey-McCullough accompagnait son amie Mireille au palais de justice de Montréal. Mireille était nerveuse. Victime d'agression sexuelle, elle allait se retrouver dans la même salle que l'homme qui l'avait violée...

Personnes âgées :

SERVICE POUR ÂÎNÉS SMA3D : L'HÔPITAL À LA MAISON - Prévenir les visites à l'urgence et les hospitalisations de personnes âgées en perte d'autonomie n'est pas une mince tâche. Le Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Estrie a trouvé un filon en mettant sur pied le projet SMA3D (soins médicaux aigus pour aînés à domicile). L'initiative a été lancée officiellement, jeudi, sur le territoire desservi par l'hôpital Brome-Missisquoi-Perkins (BMP)...

Organisation des soins et services :

L'AVENIR DE L'HÔPITAL ROYAL VICTORIA TOUJOURS EN SUSPENS - Le comité interministériel chargé de se prononcer sur l'avenir de l'hôpital Royal Victoria a suspendu ses travaux cet automne, le temps qu'une étude de faisabilité soit menée pour déterminer si l'établissement doit être intégré à l'Université McGill. Un projet évalué à 800 millions de dollars...

LE CIUSSS DE L'ESTRIE - CHUS VEUT DOUBLER LE NOMBRE DE SUPER-INFIRMIÈRES D'ICI 2020 - Le CIUSSS de l'Estrie - CHUS a démenti l'information voulant qu'aucun poste d'infirmière praticienne spécialisée (super-infirmière) ne soit créé au sein de son réseau au cours des prochaines années...

OFFRIR ENFIN AUX QUÉBÉCOIS CE DONT ILS ONT BESOIN - Le plan de développement 2015-2020, soins palliatifs et de fin de vie, dévoilé le lundi 16 novembre par le gouvernement et son ministre de la Santé, le Dr Gaétan Barrette, vise à permettre à tous les Québécois qui en ont besoin l'accès à des soins palliatifs de qualité. C'est pour le Réseau de soins palliatifs du Québec (RSPQ) et la Société canadienne du cancer (SCC) l'occasion de parler d'une même voix. Ensemble, nous saluons le dépôt de ce plan et sommes prêts à apporter notre contribution pour que cette vision se concrétise...

LES INFIRMIÈRES POURRONT SIGNER DES PRESCRIPTIONS DÈS JANVIER - Le milieu de la santé accueille favorablement le nouveau règlement qui permettra à des infirmières de signer des prescriptions dès l'an prochain...

ENQUÊTE SUR LA QUALITÉ DES SOINS ET SERVICES À L'INSTITUT PHILIPPE-PINEL - À la suite de plaintes déposées quant à la «qualité des soins et services offerts» aux patients de l'Institut Philippe-Pinel à Rivière-desPrairies, une enquête a été ouverte conjointement par le Collège des médecins du Québec (CMQ), l'Ordre des infirmières et infirmiers du Québec (OIIQ)...

RÉFUGIÉS : LE RÉSEAU DE LA SANTÉ EST PRÊT - Le réseau de la santé québécois sera à même d'accueillir les milliers de réfugiés syriens attendus dans les prochaines semaines. Le ministre de la Santé Gaétan Barrette estime que les nouveaux arrivants ne présenteront pas de problèmes de santé sérieux...

PÉTITION DÉPOSÉE À L'ASSEMBLÉE NATIONALE POUR LA SURVIE DE LA CLINIQUE MÉDICALE DE NEUFCHÂTEL - Le député libéral de Vanier-Les Rivières, Patrick Huot, a déposé, mardi, à l'Assemblée nationale, l'extrait d'une pétition de plus de 4000 citoyens pour la survie de la clinique médicale de Neufchâtel...

LA SEULE PHARMACIE DE MONTEBELLO FERME SES PORTES - Ces jours-ci, les résidents de Montebello vivent un deuil alors que la seule pharmacie du village a fermé ses portes vendredi. La fermeture est déplorée par plusieurs résidents comme Maxime Jodoin qui qualifie cette interruption comme « une petite commotion »...

AIDE À MOURIR : QUÉBEC IRA DE L'AVANT, PEU IMPORTE CE QU'EN DIT OTTAWA - La loi québécoise sur les soins de fin de vie entrera en vigueur, comme prévu, le 10 décembre, en dépit d'une demande de report formulée par le gouvernement fédéral. Seule une injonction de la Cour du Québec pourrait retarder son application, assure le ministre de la Santé, Gaétan Barrette...

Services sociaux :

LE TDAH OU LA PSYCHIATRISATION DES PROBLÈMES SOCIAUX, PÉDAGOGIQUES ET ÉDUCATIFS - La rentrée scolaire, à notre époque, prend aussi des allures de rentrée médicale. Dans quelques jours, en effet, les enseignants recevront, avec leurs listes de classe, la liste de leurs élèves ayant reçu un diagnostic. Selon des données du ministère de l'Éducation du Québec, un élève sur cinq doit être considéré comme handicapé ou affecté d'un problème d'apprentissage ou d'adaptation. Aujourd'hui, un élève qui éprouve des difficultés scolaires n'est pas un cancre, c'est un malade. Faut-il voir un progrès dans ce changement de paradigme ? On peut en douter...

Hébergement :

CHARTWELL ANNONCE LA CONSTRUCTION D'UNE RÉSIDENCE À VAUDREUIL-DORION - Chartwell, résidences pour retraités, le plus important propriétaire de résidences pour retraités du Canada, est aujourd'hui heureuse d'annoncer qu'en partenariat avec EMD-Batimo inc., elle accroîtra sa présence au Québec avec l'arrivée d'une nouvelle résidence pour retraités autonomes dans la communauté florissante de Vaudreuil-Dorion. Le nouveau site représente un investissement de 65 millions de dollars et sa construction prévoit l'emploi de 150 personnes. Environ 45 postes seront créés de façon permanente une fois la résidence pleinement opérationnelle...

UNE AUTRE BONNE NOUVELLE POUR LE CHSLD DE WEEDON - À l'été 2014, de proches aidants avaient déposé des plaintes auprès de la Protectrice du citoyen pour contester le refus d'admission de certains patients au Centre d'hébergement et de soins de longue durée (CHSLD) de Weedon. Le bureau de la Protectrice du citoyen, après enquête, avait formulé auprès du Centre intégré universitaire de santé et de services sociaux (CIUSSS) de l'Estrie, désormais responsable du CHSLD de Weedon, un certain nombre de recommandations pour corriger la situation...

DEUX FAMILLES REJETTENT LE RAPPORT DU CORONER - Un coroner conclut que deux bénéficiaires d'un CHSLD de Victoriaville qui sont morts quelques jours après avoir été battus par un autre bénéficiaire sont morts de causes naturelles. Les familles des victimes ont de gros doutes sur les conclusions du rapport...

Médicaments :

LE MINISTRE BARRETTE PRÉSENTE UN PROJET DE LOI POUR RÉDUIRE LE COÛT DE CERTAINS MÉDICAMENTS - Le ministre de la Santé et des Services sociaux, monsieur Gaétan Barrette, a présenté aujourd'hui à l'Assemblée nationale le projet de loi no 81, Loi permettant la procédure d'appel d'offres afin de réduire le coût de certains médicaments couverts par le Régime général d'assurance médicaments. Les mesures proposées permettraient de déterminer, sur la base du prix soumis par les fabricants, quelles versions d'un même médicament seraient inscrites à la Liste de médicaments de ce régime, et ce, en vue de réaliser des économies importantes...

LOI VISANT À RÉDUIRE LE COÛT DE CERTAINS MÉDICAMENTS COUVERTS PAR LE RÉGIME GÉNÉRAL D'ASSURANCE MÉDICAMENTS EN PERMETTANT LE RECOURS À UNE PROCÉDURE D'APPEL D'OFFRES...

UN PROJET DE LOI FAIT CHUTER LE TITRE DE JEAN COUTU - Un projet de loi sur le prix des médicaments a fait plonger le titre du Groupe Jean Coutu. L'action a glissé de près de 8,4 % pour clôturer à 18,80 \$ à la Bourse de Toronto, hier...

DES PHARMACIES FERMENT FAUTE D'ARGENT - Deux pharmacies ont fermé leurs portes ces derniers jours à Montebello et à Asbestos, et des pharmacies de Montréal ont réduit leurs heures d'ouverture, a constaté l'Association québécoise des pharmaciens propriétaires (AQPP), qui estime que ces événements sont les conséquences directes du non-respect par le gouvernement de l'entente sur leur rémunération...

LE POISON DU SYSTÈME DE SANTÉ - Cher premier ministre Justin Trudeau. Des discussions importantes sur l'identité canadienne et nos valeurs fondamentales se sont tenues tout au long de la campagne électorale. Les sondages révèlent de façon soutenue que parmi ces valeurs auxquelles la population canadienne est attachée, se trouvent celles qui sous-

tendent notre système de santé: en particulier, la conviction que tous les habitants de ce pays doivent avoir accès à des soins de santé de qualité...

COUVERTURE MÉDICAMENT RÉCLAMÉE POUR UN RARE SYNDROME - Atteinte du rare syndrome de Morquio de type A, la Portneuvoise Laurie Patry Pelletier s'est enfin vu reconnaître le statut de patient d'exception qui lui permettra de se faire rembourser par la Régie de l'assurance maladie du Québec (RAMQ) un médicament coûteux qui a fait ses preuves, le Vimizim. La jeune femme de 20 ans souhaite maintenant que Québec reconnaisse la valeur de ce traitement pour toutes les personnes atteintes, qui seraient entre 30 et 40 au Québec...

MÉDICAMENTS ET PSYCHOTHÉRAPIE: DES ENJEUX SUR L'ACCESSIBILITÉ - Prescrire des antidépresseurs ou de la psychothérapie? C'est une question pertinente lorsqu'on constate l'augmentation constante d'ordonnance de médicaments pour traiter la dépression...

ANTIDÉPRESSEURS, SOMNIFÈRES, NEUROLEPTIQUES: UN DEMI-MILLION DE DÉCÈS PAR ANNÉE CHEZ LES PLUS DE 65 ANS EN OCCIDENT - Les bénéfices des médicaments psychiatriques (ou psychotropes) sont exagérés et leurs préjudices sont minimisés en raison de la mauvaise conception des essais cliniques, affirme Peter Gøtzsche, directeur du Nordic Cochrane Centre (Danemark) dans The British Medical Journal...

RÉSISTANCE AUX ANTIBIOTIQUES: UNE MENACE MONDIALE - La résistance aux antibiotiques est en pleine croissance et constitue de ce fait un grand défi pour les systèmes de santé et les organismes de santé publique. Saviez-vous que la première Semaine mondiale pour un bon usage des antibiotiques vient de se terminer? Probablement pas, puisque peu de gens en ont parlé. Mise en place par l'Organisation mondiale de la santé (OMS), elle s'est pourtant déroulée du 16 au 22 novembre 2015 sous le thème «Antibiotiques: à manipuler avec précaution»...

PFIZER ET ALLERGAN FUSIONNENT MALGRÉ LES AVERTISSEMENTS DU TRÉSOR - Ignorant les avertissements du gouvernement américain, les géants de la pharmacie Pfizer (PFE) et Allergan (AGN) ont officialisé lundi leur fusion pour former le numéro un mondial de la pharmacie mais aussi dans le but avoué de payer moins d'impôts...

PFIZER AVALE ALLERGAN, UNE PILULE DE 160 MILLIARDS \$ - Les groupes pharmaceutiques Pfizer, fabricant du Viagra, et Allergan, propriétaire du traitement antiride Botox, ont annoncé ce matin avoir conclu un accord de fusion. Ce projet de fusion, d'une valeur de 160 milliards de dollars américains, créera le nouveau numéro un mondial du secteur...

Fiscalité :

UN EX-STRATÈGE LIBÉRAL COUPABLE D'ÉVASION FISCALE - Un éminent lobbyiste d'Ottawa et stratège du Parti libéral fédéral a été assigné à résidence et condamné à payer 396 259 \$ en amende, a annoncé l'Agence du revenu du Canada...

Richesse :

QUI CRÉE LA RICHESSE AU QUÉBEC? - Le saviez-vous ? Il existe deux catégories de personnes au Québec : ceux qui créent la richesse et ceux qui la dépensent. La doctrine économique du gouvernement est très claire à cet égard : il faut d'abord créer de la richesse pour ensuite pouvoir investir en éducation, en santé, en environnement. Et comment crée-t-on de la richesse ? Par le libre-marché. Si vous travaillez dans le secteur privé, vous êtes créateur de richesse. Si vous travaillez pour l'État, des entreprises de l'économie sociale, des coopératives ou des organismes sans but lucratif, vous la dépensez. Prenons quelques exemples...

FAUT ARRÊTER D'INSULTER LES CRAPULES À CRAVATE (1) - Quoiqu'ils fassent de croche, comme détourner des milliards de dollars dans les paradis fiscaux et voler aux Québécois d'autres milliards par le biais de la corruption et de la collusion organisées, il faut en aucun temps, et cela est un ordre, insulter ou même critiquer négativement nos gens d'affaires plus portés sur « l'entrepreneurshit » que sur l'entrepreneurship. Avez-vous ben compris? « Faut arrêter d'écœurer les

entrepreneurs » (Les Affaires, 22 décembre 2012). Cé-ti assez clair pour vous? Faut-il que je vous fasse un dessin en plus de ça?...

Paradis fiscaux :

PARADIS FISCAUX : QUAND LES BANQUES JOUENT À CACHE-CACHE - Il y avait une bonne et une mauvaise nouvelle dans la comparution cette semaine à Québec des grandes banques canadiennes devant une commission parlementaire qui se penchait sur le problème des paradis fiscaux. La bonne nouvelle est qu'elles semblent se conformer aux règles contre la fraude fiscale et qu'elles se disent ouvertes à des règles encore plus sévères à condition qu'elles s'appliquent aussi à leurs concurrentes étrangères. La mauvaise nouvelle est que, d'ici là, elles ne reconnaissent pas leur rôle dans le phénomène plus trouble de l'évitement fiscal.?

LES BANQUIERS ONT-ILS PRIS LES ÉLUS POUR DES VALISES? LE RÔLE DES BANQUES CANADIENNES DANS LES PARADIS FISCAUX DEMEURE NÉBULEUX - Alors que l'on continue de placer des milliards de dollars canadiens dans les Antilles, les grands banquiers sont venus dire à Québec cette semaine qu'ils faisaient tout pour lutter contre l'évasion fiscale...

Opinion publique, démocratie :

LA VIE EN ROSE - C'est fou comme chacun peut voir différemment les mêmes chiffres. Avant-hier, un sondage Léger publié dans nos pages montrait que les mesures d'austérité du gouvernement Couillard sont désapprouvées par la majorité des Québécois...

LES MONSTRES DE LA MISÈRE - Ce qui engendre cette radicalisation, cette violence, cette vengeance, cet engouement, ce pourrait n'être que la misère...

L'ÉTAT D'URGENCE FACE AU TERRORISME TOURNE À LA RÉPRESSION DES MOUVEMENTS SOCIAUX - Des militants écologistes qualifiés de « groupes et groupuscules appartenant à la mouvance contestataire radicale et violente » et interdits d'entrée en Eure-et-Loir. A Paris, une soixantaine de personnes ayant manifesté en solidarité avec les migrants viennent d'être convoquées au commissariat. Les autorités profitent de l'état d'urgence face à la menace terroriste pour réprimer les mouvements sociaux et écologistes...

Fédéral :

MISE À JOUR ÉCONOMIQUE À OTTAWA : LE SUSPENSE SE POURSUIT - Le tout nouveau gouvernement fédéral a promis beaucoup pour gagner les dernières élections. Au-delà des engagements concrets, il a surtout promis de rompre avec les manières de faire qui prévalaient sous la gouverne de Stephen Harper. Allons-nous poursuivre sur la trajectoire de la dernière décennie? Allons-nous encore avoir droit à des baisses d'impôts pour les entreprises et les plus riches, et de l'austérité pour les autres?

Libre-échange :

LE PTP À L'HEURE TRUDEAU - On n'entend plus beaucoup parler du Partenariat transpacifique (PTP) depuis l'élection de Justin Trudeau. Nous sommes moins portés à le surveiller que son prédécesseur: il est beau, il est jeune, il est cool...

International :

A QUI SERT LEUR GUERRE ? - Après le temps de la sidération, plusieurs intellectuels et universitaires s'interrogent sur l'opportunité d'une nouvelle « guerre au terrorisme », les précédentes interventions militaires n'ayant eu aucun résultat positif...

Aussi :

- RIOCM: INFO-MOBILISATION : **SEMAINE DU 23 NOVEMBRE**
- ARTICLES DE L'IRIS **POUR LA SEMAINE SE TERMINANT LE 11/27/2015**
- INFO-AUSTÉRITÉ : **LE FRONT COMMUN EN GRÈVE LE 9 DÉCEMBRE PROCHAIN**

<http://www.cssante.com/sites/www.cssante.com/files/arretez.png>



ARRÊTEZ!